

Peut-on déduire les droits de mutation lors de la cession de titres obtenus par donation ?



© 2024 Les Echos Publishing

Dans une affaire récente, un contribuable avait reçu de ses parents, par donation-partage, la nue-propiété de titres, ces derniers s'étant réservé l'usufruit. Les frais liés à l'acte de donation-partage avaient été pris en charge par les parents donateurs. Quelques mois plus tard, ces titres avaient été cédés à un tiers, le prix de cession ayant été réemployé pour constituer des sociétés civiles. Étant précisé que le démembrement de propriété des titres avait été reporté sur les nouvelles parts sociales émises.

Précision : en cas de cession conjointe par le nu-propiétaire et l'usufruitier de leurs droits démembrés respectifs avec répartition du prix de vente entre les intéressés, l'opération est susceptible de dégager une plus-value imposable au nom de chacun des titulaires des droits démembrés. En revanche, lorsque le prix de vente est réemployé dans l'acquisition d'autres titres (report du démembrement), la plus-value réalisée au moment de la cession n'est imposable qu'au nom du nu-propiétaire.

Au moment de la cession des titres, le nu-propiétaire avait acquitté l'impôt sur la plus-value en déduisant les droits de

mutation qui avaient été pris en charge par ses parents lors de la donation-partage. Refus de la part de l'administration fiscale ! Même résultat devant le tribunal administratif puis devant la cour administrative d'appel. Le nu-propriétaire avait alors abattu sa dernière carte en portant le litige devant le Conseil d'État. Après avoir rappelé la règle en matière d'imposition en cas de démembrement de propriété, les juges de la Haute juridiction ont également rejeté la demande du nu-propriétaire. En effet, ils ont souligné que les droits de mutation acquittés par le donateur à l'occasion de la transmission à titre gratuit de droits sociaux en vertu d'une stipulation de l'acte de donation ne sont pas déductibles du gain net imposé dans les mains du donataire à la suite de la cession de ces droits, dès lors que ce dernier ne les a pas lui-même acquittés.

[Conseil d'État, 17 juin 2024, n° 488488](#)

© 2024 Les Echos Publishing